



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le vendredi 12 juin 2020 — N° 120

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

La séance est ouverte à 9 h 40.

AFFAIRES COURANTES

Déclarations de députés

M. Lévesque (Chapleau) fait une déclaration afin de féliciter les finissants du primaire et du secondaire de la circonscription de Chapleau.

Mme Rizqy (Saint-Laurent) fait une déclaration afin de demander au gouvernement de déposer un projet de loi sur la protection des renseignements personnels.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) fait une déclaration afin de souligner le succès de l'initiative Soeurs entrepreneures.

Mme David (Marguerite-Bourgeoys) fait une déclaration afin de rendre hommage aux organismes communautaires de la circonscription de Marguerite-Bourgeoys pour leur contribution lors de la lutte contre la COVID-19.

Mme Blais (Abitibi-Ouest) fait une déclaration afin de rendre hommage au Dr Joseph-Adrien Letendre, ex-chirurgien orthopédique.

12 juin 2020

M. Zanetti (Jean-Lesage) fait une déclaration afin d'inviter les citoyens de la circonscription de Jean-Lesage à communiquer avec leur député pour trouver des solutions au manque de places dans les services de garde.

M. Caire (La Peltrie) fait une déclaration afin de souligner le départ à la retraite de Mme Jeanne d'Arc Brière, directrice du bureau de comté de La Peltrie.

Mme Fournier (Marie-Victorin) fait une déclaration afin de souligner la collaboration de divers intervenants pour lutter contre l'itinérance dans la ville de Longueuil.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 54.1 du Règlement, M. Roberge (Chambly) fait une déclaration afin de féliciter les finissants du Québec.

À 9 h 51, Mme Gaudreault, troisième vice-présidente, suspend les travaux pour quelques instants.

Les travaux reprennent à 10 h 02.

12 juin 2020

Moment de recueillement

Présentation de projets de loi

M. Dubé, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 60 Loi modifiant la Loi sur la fonction publique et d'autres dispositions

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **397** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 60.

Mme LeBel, ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 64 Loi modernisant des dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

12 juin 2020

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **398** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 64.

Mme Fournier (Marie-Victorin) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 598 Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **399** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

En conséquence, l'Assemblée est saisie du projet de loi n° 598.

Dépôts de documents

M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement, au nom de M. Girard, ministre des Finances, M. Girard, ministre des Finances, dépose :

Le rapport annuel 2019 de l'Organisme d'autoréglementation du courtage immobilier du Québec et du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du courtage immobilier du Québec.

(Dépôt n° 1639-20200612)

12 juin 2020

Puis, au nom de M. Roberge, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, il dépose :

Le rapport annuel 2018-2019 de l'Université du Québec et des établissements du réseau.

(Dépôt n° 1640-20200612)

Puis, au nom de M. Charette, ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, il dépose :

L'Entente de collaboration entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec concernant la coordination des procédures d'évaluation environnementale et d'impact relatives au projet de gazoduc.

(Dépôt n° 1641-20200612)

Enfin, il dépose :

La réponse à la question écrite n° 144 concernant la situation du bureau de la Protection de la faune de Grande-Vallée, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 26 mai 2020 par Mme Perry Mélançon (Gaspé);

(Dépôt n° 1642-20200612)

La réponse à la question écrite n° 145 concernant le soutien financier octroyé pour la santé mentale des jeunes, inscrite au *Feuilleton et préavis* du 26 mai 2020 par M. Benjamin (Viau).

(Dépôt n° 1643-20200612)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.2 du Règlement, M. le président dépose :

Le calendrier de l'étude des crédits budgétaires 2020-2021.

(Dépôt n° 1644-20200612)

12 juin 2020

Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 61 et 174 du Règlement, M. le président dépose :

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 11 juin 2020, a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 55, Loi modifiant le Code civil pour notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale. Le rapport contient des amendements au projet de loi.

(Dépôt n° 1645-20200612)

Dépôts de pétitions

M. Kelley (Jacques-Cartier) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 626 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le soutien offert aux jeunes quittant le réseau des services sociaux à l'âge de 18 ans (versions française et anglaise).

(Dépôt n° 1646-20200612)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le président, Mme Melançon (Verdun) retire certains propos non parlementaires.

12 juin 2020

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Legault, premier ministre, conjointement avec Mme Anglade, cheffe de l'opposition officielle, Mme Massé, cheffe du deuxième groupe d'opposition, M. Bérubé, chef du troisième groupe d'opposition, M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin), propose :

Que l'Assemblée nationale offre ses plus sincères condoléances aux familles et aux proches des personnes décédées de la Covid-19;

Qu'elle souligne l'apport inestimable de toutes ces femmes et de tous ces hommes emportés par ce virus et qui ont contribué à bâtir le Québec d'aujourd'hui et de demain;

Qu'elle offre son soutien à toutes les familles ayant dû vivre un deuil dans des circonstances difficiles;

Qu'elle invite les Québécois à continuer d'appliquer les mesures sanitaires recommandées par les autorités de santé publique afin de prévenir de nouvelles victimes;

Que l'Assemblée nationale se recueille afin d'honorer la mémoire des personnes disparues.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 400 en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

12 juin 2020

À la demande de M. Legault, premier ministre, l'Assemblée observe une minute de silence.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Bérubé, chef du troisième groupe d'opposition, conjointement avec M. Legault, premier ministre, Mme Anglade, cheffe de l'opposition officielle, Mme Massé, cheffe du deuxième groupe d'opposition, M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la 186^e édition de la fête nationale du Québec, ayant pour thème Unis!;

QU'elle insiste sur le fait que les Québécoises et les Québécois ont toujours su faire preuve de générosité, de solidarité et de résilience face à l'adversité, ce qui les honore;

QU'elle rappelle l'importance de célébrer notre culture, notre langue commune, notre créativité et notre dynamisme;

Enfin, qu'elle invite les Québécoises et les Québécois à s'unir virtuellement et à exprimer, de toutes les façons possibles, leur fierté et leur amour pour le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **401** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

12 juin 2020

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Sauvé (Fabre), conjointement avec Mme Blais, ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, Mme Labrie (Sherbrooke), M. LeBel (Rimouski), M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées qui se tiendra lundi prochain, le 15 juin 2020 et qu'elle invite la population à porter le ruban mauve en signe de solidarité;

QU'elle rappelle que la maltraitance envers les aînés peut prendre différentes formes, notamment de la maltraitance physique, psychologique, matérielle, financière et sexuelle;

QU'elle reconnaisse que la crise de la COVID-19 que nous avons vécue au cours des derniers mois a mis des aînés en situation de vulnérabilité et davantage à risque de subir des gestes de maltraitance;

QU'elle rappelle qu'en 2017, l'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la première loi visant à contrer la maltraitance envers les aînés;

QU'enfin, elle rappelle que la lutte contre la maltraitance envers les aînés est un combat de tous les instants, qui transcende la partisanerie politique et qui participe de la dignité inhérente à toute personne âgée.

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° 402 en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

12 juin 2020

M. Nadeau-Dubois, leader du deuxième groupe d'opposition, conjointement avec Mme Rizqy (Saint-Laurent), Mme Hivon (Joliette), M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin), présente une motion concernant les applications de traçage et de géolocalisation; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Fournier (Marie-Victorin), conjointement avec M. Zanetti (Jean-Lesage) et M. Ouellette (Chomedey), propose :

QUE l'Assemblée nationale rappelle que les Québécois contribuent à la hauteur de près de 4 milliards \$ par année pour financer l'armée canadienne à même nos taxes et nos impôts ;

QU'elle demande au gouvernement canadien de prolonger la mission des militaires déployés dans les CHSLD du Québec jusqu'au 15 septembre 2020.

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **403** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

12 juin 2020

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement, propose :

QUE la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 50, Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw, procède à des consultations particulières et tiennent des auditions publiques le mardi 25 août 2020 de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures;

QU'à cette fin, la Commission entende les personnes et organismes suivants :

Conseil de l'industrie forestière du Québec
Ville de Saguenay
MRC du Fjord-du-Saguenay
Produits forestiers Résolu
Centre de recherche sur les matériaux renouvelables
Syndicat Unifor
SEPB, représenté par M. Pierre Tremblay, président, et M. David Desbiens, directeur syndicat, conjointement avec la CSN/FIM, représentée par M. Jean-Pierre Rivard, président, et M. Dominic Demers, conseiller régional

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 4 minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, une minute au deuxième groupe d'opposition et une minute au troisième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 11 minutes 40 secondes pour l'opposition officielle, 2 minutes 55 secondes pour le deuxième groupe d'opposition et 2 minutes 55 secondes pour le troisième groupe d'opposition;

12 juin 2020

QUE la durée maximale de l'exposé des organismes entendus conjointement soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 50 minutes partagées ainsi : 25 minutes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 16 minutes 40 secondes pour l'opposition officielle, 4 minutes 10 secondes pour le deuxième groupe d'opposition et de 4 minutes 10 secondes pour le troisième groupe d'opposition;

QU'une suspension de 15 minutes soit prévue entre les échanges avec chaque personne et organisme;

QUE le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat;

QUE lors des séances de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles prévues par la présente motion, tous les votes se tiennent par appel nominal, étant entendu que lors d'un tel vote, le vote exprimé par le député ministériel désigné par le leader du gouvernement à cette fin vaut pour l'ensemble des députés ministériels membres de la commission et le vote exprimé par le député de l'opposition officielle désigné par le leader de l'opposition officielle à cette fin vaut pour l'ensemble des députés de l'opposition officielle membres de la commission et que, le cas échéant, les noms de ces députés apparaissent au procès-verbal de la séance.

La motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **404** en annexe)

Pour : **120** Contre : **0** Abstention : **0**

12 juin 2020

Avis touchant les travaux des commissions

M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 44, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Immigration, francisation, diversité et inclusion » du portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Affaire autochtones » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission de la culture et de l'éducation , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Éducation préscolaire, enseignement primaire et secondaire » du portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur »;
- du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.2, la Commission de la culture et de l'éducation , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2021-2022 du volet « Formation professionnelle » du portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur »;
- du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.2, la Commission des finances publiques , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Finances » du portefeuille « Finances »;
- la Commission de l'aménagement du territoire , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Capitale-Nationale » du portefeuille « Sécurité publique »;
- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Tourisme » du portefeuille « Tourisme »;

12 juin 2020

- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Relations internationales et Francophonie » du portefeuille « Relations internationales et Francophonie »;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles entreprendra l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Énergie et ressources naturelles » du portefeuille « Énergie et Ressources naturelles »;
- la Commission de l'aménagement du territoire , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Loisirs, sports et saines habitudes de vie » du portefeuille « Éducation et enseignement supérieur »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Condition féminine » du portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur »;
- la Commission des transports et de l'environnement , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Transports » du portefeuille « Transports »;
- la Commission de la culture et de l'éducation , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Protection de la langue française » du portefeuille « Immigration, Francisation et Intégration »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Relations canadiennes et Francophonie canadienne » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Réforme des institutions démocratiques » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission des finances publiques , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Ressources informationnelles » du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale »;

12 juin 2020

- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Stratégie numérique » du portefeuille « Économie et Innovation »;
- la Commission des finances publiques , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 des volets « Revenu Québec » et « Retraite Québec » du portefeuille « Finances »;
- la Commission de la culture et de l'éducation , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Culture et communications » du portefeuille « Culture et communications »;
- la Commission de la santé et des services sociaux , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Santé et services sociaux » du portefeuille « Santé et Services sociaux »;
- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Travail » du portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Protection des consommateurs » du portefeuille « Justice »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Accès à l'information » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission des transports et de l'environnement , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Forêts, faune et parcs » du portefeuille « Forêts, Faune et Parcs »;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Société du Plan Nord/Développement nordique » du portefeuille « Énergie et Ressources naturelles »;
- la Commission de l'aménagement du territoire , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Métropole » du portefeuille « Affaires municipales et Habitation »;

12 juin 2020

- la Commission de l'aménagement du territoire , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Affaires municipales » du portefeuille « Affaires municipales et Habitation »;
- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « PME et Innovation » du portefeuille « Économie et Innovation »;
- la Commission des transports et de l'environnement , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Environnement et lutte contre les changements climatiques » du portefeuille « Environnement et Lutte contre les changements climatiques »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du volet « Conseil exécutif » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission de l'aménagement du territoire , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du volet « Habitation/Régie du logement/Régie du bâtiment » du portefeuille « Affaires municipales et Habitation »;
- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires du volet « Emploi et solidarité sociale » du portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale »;
- la Commission de la culture et de l'éducation , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Enseignement supérieur » du portefeuille « Éducation et Enseignement supérieur »;
- la Commission des finances publiques entreprendra l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Conseil du trésor » du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Lutte contre l'intimidation » du portefeuille « Famille »;
- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Économie » du portefeuille « Économie et Innovation »;

12 juin 2020

- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Lutte contre l'homophobie et la transphobie » du portefeuille « Justice »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Ordres professionnels-Lois professionnelles » du portefeuille « Justice »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Relations avec les québécois d'expression anglaise » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Jeunesse » du portefeuille « Conseil exécutif »;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Énergie et ressources naturelles » du portefeuille « Énergie et ressources naturelles »;
- la Commission de la santé et des services sociaux , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Santé, accessibilité aux soins et santé publique » du portefeuille « Santé et services sociaux »;
- la Commission de l'économie et du travail afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Économie » du portefeuille « Économie et Innovation »;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Agriculture, pêcheries et alimentation » du portefeuille « Agriculture, Pêcheries et Alimentation »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Famille » du portefeuille « Famille »;

12 juin 2020

- la Commission de l'économie et du travail , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Développement économique régional » du portefeuille « Économie et Innovation »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Justice » du portefeuille « Justice » ;
- la Commission des finances publiques afin de poursuivre l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Conseil du trésor » du portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale »;
- la Commission des relations avec les citoyens , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Aînés et Proches aidants » du portefeuille « Santé et Services sociaux »;
- la Commission des institutions , afin de procéder à l'étude des crédits budgétaires 2020-2021 du volet « Sécurité publique » du portefeuille « Sécurité publique ».

M. le président donne l'avis suivant :

- la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs se réunira en séance de travail afin d'organiser les travaux de la Commission.

AFFAIRES DU JOUR

À 12 h 07, M. le président, suspend les travaux quelques instants.

12 juin 2020

Les travaux reprennent à 12 h 16.

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 252 et 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi n° 55, Loi modifiant le Code civil pour notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale.

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail est mis aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

Le rapport est adopté par le vote suivant :

(Vote n° 405 en annexe)

Pour : **121** Contre : **0** Abstention : **0**

Adoption

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, Mme LeBel, ministre de la Justice, propose que le projet de loi n° 55, Loi modifiant le Code civil pour notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; conformément à la motion adoptée le 13 mai 2020, les votes des leaders parlementaires et des députés indépendants sont enregistrés.

12 juin 2020

La motion est adoptée par le vote suivant :

(Vote n° **406** en annexe)

Pour : **121** Contre : **0** Abstention : **0**

En conséquence, le projet de loi n° 55 est adopté.

Adoption du principe

M. Dubé, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, propose que le principe du projet de loi n° 61, Loi visant la relance de l'économie du Québec et l'atténuation des conséquences de l'état d'urgence sanitaire déclaré le 13 mars 2020 en raison de la pandémie de la COVID-19, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné au nom de M. Barrette (La Pinière).

À 13 h 05, Mme Gaudreault, troisième vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mardi 15 septembre 2020, à 13 h 40 heures.

12 juin 2020

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 12 juin 2020, à 15 h 05, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Beauregard, directrice de la séance et de la procédure parlementaire et représentante du secrétaire général, il a plu à l'honorable J. Michel Doyon, lieutenant-gouverneur du Québec, de sanctionner les projets de loi suivants :

- n° 55 Loi modifiant le Code civil pour notamment rendre imprescriptibles les actions civiles en matière d'agression à caractère sexuel, de violence subie pendant l'enfance et de violence conjugale
- n° 63 Loi n° 3 sur les crédits, 2020-2021

Le Président

FRANÇOIS PARADIS

12 juin 2020

ANNEXE
Votes par appel nominal

Sur la motion de M. Dubé, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor :

(Vote n° 397)
POUR - 120

Allaire (CAQ)	Dufour (CAQ)	LeBel (PQ)	Proulx (CAQ)
Anglade (PLQ)	Émond (CAQ)	(Rimouski)	(Côte-du-Sud)
Arcand (PLQ)	Fitzgibbon (CAQ)	LeBel (CAQ)	Proulx (CAQ)
Arseneau (PQ)	Fontecilla (QS)	(Champlain)	(Berthier)
Asselin (CAQ)	Fortin (PLQ)	Lecours (CAQ)	Provençal (CAQ)
Bachand (CAQ)	Foster (CAQ)	(Lotbinière-Frontenac)	Reid (CAQ)
Barrette (PLQ)	Fournier (IND)	Lecours (CAQ)	Richard (PQ)
Bélanger (CAQ)	Gaudreault (PQ)	(Les Plaines)	Rizqy (PLQ)
Benjamin (PLQ)	(Jonquière)	Leduc (QS)	Roberge (CAQ)
Bérubé (PQ)	Ghazal (QS)	Lefebvre (CAQ)	Robitaille (PLQ)
Birnbaum (PLQ)	Girard (CAQ)	Legault (CAQ)	Rotiroti (PLQ)
Blais (CAQ)	(Lac-Saint-Jean)	Leitão (PLQ)	Rouleau (CAQ)
(Prévost)	Girard (CAQ)	Lemay (CAQ)	Rousselle (PLQ)
Blais (CAQ)	(Groulx)	Lemieux (CAQ)	Roy (PQ)
(Abitibi-Ouest)	Girault (CAQ)	Lessard-Therrien (QS)	(Bonaventure)
Bonnardel (CAQ)	Groncin (CAQ)	Lévesque (CAQ)	Roy (CAQ)
Boulet (CAQ)	Guilbault (CAQ)	(Chauveau)	(Montarville)
Boutin (CAQ)	Guillemette (CAQ)	Lévesque (CAQ)	Samson (CAQ)
Bussière (CAQ)	Hébert (CAQ)	(Chapleau)	Sauvé (PLQ)
Caire (CAQ)	Hivon (PQ)	Maccarone (PLQ)	Schneeberger (CAQ)
Campeau (CAQ)	Isabelle (CAQ)	Marissal (QS)	Simard (CAQ)
Carmant (CAQ)	Jacques (CAQ)	Martel (CAQ)	Skeete (CAQ)
Caron (CAQ)	Jeannotte (CAQ)	Massé (QS)	St-Pierre (PLQ)
Charbonneau (PLQ)	Jolin-Barrette (CAQ)	McCann (CAQ)	Tanguay (PLQ)
Charest (CAQ)	Julien (CAQ)	Melançon (PLQ)	Tardif (CAQ)
Charette (CAQ)	Kelley (PLQ)	Ménard (PLQ)	(Lavolette-Saint-Maurice)
Chassé (CAQ)	Labrie (QS)	Montpetit (PLQ)	Tardif (CAQ)
Chassin (CAQ)	Lachance (CAQ)	Nadeau-Dubois (QS)	(Rivière-du-Loup-Témiscouata)
Ciccone (PLQ)	Lacombe (CAQ)	Nichols (PLQ)	Thériault (PLQ)
D'Amours (CAQ)	Laforest (CAQ)	Ouellet (PQ)	Thouin (CAQ)
Dansereau (CAQ)	Laframboise (CAQ)	Perry Mélançon (PQ)	Tremblay (CAQ)
David (PLQ)	Lafrenière (CAQ)	Picard (CAQ)	Weil (PLQ)
Derraji (PLQ)	Lamontagne (CAQ)	(Soulanges)	Zanetti (QS)
Dorion (QS)	Lamothe (CAQ)	Polo (PLQ)	
Dubé (CAQ)	Lavallée (CAQ)	Poulin (CAQ)	

12 juin 2020

Sur la motion de Mme LeBel, ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information :

(Vote n° 398)

(Identique au vote n° 397)

Sur la motion de Mme Fournier (Marie-Victorin) :

(Vote n° 399)

(Identique au vote n° 397)

Sur la motion de M. Legault, premier ministre, conjointement avec Mme Anglade, cheffe de l'opposition officielle, Mme Massé, cheffe du deuxième groupe d'opposition, M. Bérubé, chef du troisième groupe d'opposition, M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin) :

(Vote n° 400)

(Identique au vote n° 397)

Sur la motion de M. Bérubé, chef du troisième groupe d'opposition, conjointement avec M. Legault, premier ministre, Mme Anglade, cheffe de l'opposition officielle, Mme Massé, cheffe du deuxième groupe d'opposition, M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin) :

(Vote n° 401)

(Identique au vote n° 397)

12 juin 2020

Sur la motion de Mme Sauvé (Fabre), conjointement avec Mme Blais, ministre responsable des Aînés et des Proches aidants, Mme Labrie (Sherbrooke), M. LeBel (Rimouski), M. Ouellette (Chomedey) et Mme Fournier (Marie-Victorin) :

(Vote n° 402)

(Identique au vote n° 397)

Sur la motion de Mme Fournier (Marie-Victorin), conjointement avec M. Zanetti (Jean-Lesage) et M. Ouellette (Chomedey) :

(Vote n° 403)

(Identique au vote n° 397)

Sur la motion de M. Jolin-Barrette, leader du gouvernement :

(Vote n° 404)

(Identique au vote n° 397)

12 juin 2020

Sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'économie et du travail :

Vote n° 405)

POUR - 121

Allaire (CAQ)	Émond (CAQ)	LeBel (CAQ)	Proulx (CAQ)
Anglade (PLQ)	Fitzgibbon (CAQ)	(Champlain)	(Berthier)
Arcand (PLQ)	Fontecilla (QS)	Lecours (CAQ)	Provençal (CAQ)
Arseneau (PQ)	Fortin (PLQ)	(Lotbinière-Frontenac)	Reid (CAQ)
Asselin (CAQ)	Foster (CAQ)	Lecours (CAQ)	Richard (PQ)
Bachand (CAQ)	Fournier (IND)	(Les Plaines)	Rizqy (PLQ)
Barrette (PLQ)	Gaudreault (PQ)	Leduc (QS)	Roberge (CAQ)
Bélanger (CAQ)	(Jonquière)	Lefebvre (CAQ)	Robitaille (PLQ)
Benjamin (PLQ)	Ghazal (QS)	Legault (CAQ)	Rotiroti (PLQ)
Bérubé (PQ)	Girard (CAQ)	Leitão (PLQ)	Rouleau (CAQ)
Birnbaum (PLQ)	(Lac-Saint-Jean)	Lemay (CAQ)	Rousselle (PLQ)
Blais (CAQ)	Girard (CAQ)	Lemieux (CAQ)	Roy (PQ)
(Prévost)	(Groulx)	Lessard-Therrien (QS)	(Bonaventure)
Blais (CAQ)	Girault (CAQ)	Lévesque (CAQ)	Roy (CAQ)
(Abitibi-Ouest)	Grondin (CAQ)	(Chauveau)	(Montarville)
Bonnardel (CAQ)	Guilbault (CAQ)	Lévesque (CAQ)	Samson (CAQ)
Boulet (CAQ)	Guillemette (CAQ)	(Chapleau)	Sauvé (PLQ)
Boutin (CAQ)	Hébert (CAQ)	Maccarone (PLQ)	Schneeberger (CAQ)
Bussièrre (CAQ)	Hivon (PQ)	Marissal (QS)	Simard (CAQ)
Caire (CAQ)	Isabelle (CAQ)	Martel (CAQ)	Skeete (CAQ)
Campeau (CAQ)	Jacques (CAQ)	Massé (QS)	St-Pierre (PLQ)
Carmant (CAQ)	Jeannotte (CAQ)	McCann (CAQ)	Tanguay (PLQ)
Caron (CAQ)	Jolin-Barrette (CAQ)	Melançon (PLQ)	Tardif (CAQ)
Charbonneau (PLQ)	Julien (CAQ)	Ménard (PLQ)	(Lavolette-Saint-Maurice)
Charest (CAQ)	Kelley (PLQ)	Montpetit (PLQ)	Tardif (CAQ)
Charette (CAQ)	Labrie (QS)	Nadeau-Dubois (QS)	(Rivière-du-Loup-Témiscouata)
Chassé (CAQ)	Lachance (CAQ)	Nichols (PLQ)	Thériault (PLQ)
Chassin (CAQ)	Lacombe (CAQ)	Ouellet (PQ)	Thouin (CAQ)
Cicccone (PLQ)	Laforest (CAQ)	Ouellette (IND)	Tremblay (CAQ)
D'Amours (CAQ)	Laframboise (CAQ)	Perry Mélançon (PQ)	Weil (PLQ)
Dansereau (CAQ)	Lafrenière (CAQ)	Picard (CAQ)	Zanetti (QS)
David (PLQ)	Lamontagne (CAQ)	(Soulanges)	
Derraji (PLQ)	Lamothe (CAQ)	Polo (PLQ)	
Dorion (QS)	Lavallée (CAQ)	Poulin (CAQ)	
Dubé (CAQ)	LeBel (PQ)	Proulx (CAQ)	
Dufour (CAQ)	(Rimouski)	(Côte-du-Sud)	

12 juin 2020

Sur la motion de Mme LeBel, ministre de la Justice :

(Vote n° 406)

(Identique au vote n° 405)
